



TUNISIE

PRESENTATION

Le présent rapport fait partie d'une étude plus large en deux parties sur **la liberté de réunion dans la région Euro-Méditerranéenne**.

Après une présentation des normes internationales relatives à la liberté de réunion, la première partie examine les cadres juridiques et leur conformité avec les normes internationales des droits de l'Homme dans 11 pays de la Méditerranée et l'Union européenne. La deuxième partie examine l'application des lois et l'exercice de la liberté de réunion et de manifestation dans la pratique.

Afin d'évaluer la conformité des législations nationales avec les normes internationales relatives à l'exercice de la liberté de réunion, des indicateurs objectifs ont été utilisés comme référence tout au long de cette étude. Une approche sensible au genre a été incorporée afin de déterminer si les femmes jouissent de la liberté de réunion dans la même mesure que les hommes, ou si elles sont confrontées à des restrictions spécifiques.

Cette étude a été menée en concertation avec les membres du Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme (REMDH), qui regroupe 80 organisations et institutions de défense des droits de l'Homme basées dans 30 pays. Elle reflète donc la contribution active des membres du Groupe de Travail du REMDH sur la liberté d'association et de réunion, ainsi que d'autres organisations de la société civile et experts.

L'objectif de cet état des lieux régional est de fournir aux défenseurs des droits de l'Homme et organisations de la société civile, aux organisations internationales et aux institutions étatiques, une analyse qui leur permette de comparer les lois et politiques de leur pays à celles d'autres pays et d'évaluer leur conformité avec les conventions internationales, afin de plaider pour les réformes pertinentes et contribuer à améliorer la situation de la liberté de réunion dans les pays de la zone Euro-Méditerranéenne.

Les chapitres sont également disponibles séparément: Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc et Sahara Occidental, Palestine, Syrie, Tunisie, Turquie, et l'Union Européenne.

Introduction

Dans l'histoire récente de la Tunisie, les rassemblements populaires ont joué un rôle clé dans le processus révolutionnaire et de transition démocratique. Avant 2011, les manifestations étaient systématiquement réprimées, comme ce fut le cas lors des manifestations du bassin minier de Redeyef en 2008.

Le peuple tunisien a depuis récupéré l'exercice pratique de ses droits, mais la modification du cadre juridique reste en suspens jusqu'à l'adoption de lois conformes aux dispositions constitutionnelles¹. Durant la première étape de transition, le maintien du cadre juridique répressif de la période antérieure a permis à l'exécutif de réprimer les libertés.

Face au développement de la violence politique, qui a culminé avec les assassinats des deux leaders de l'opposition de gauche Chokri Belaid et Mohamed Brahmi, le 6 février et le 25 juillet 2013, la forte mobilisation de la société civile et des partis d'opposition a permis de changer le cours de la transition, menant à la formation d'un gouvernement 'technique', et à l'adoption de la nouvelle constitution et d'un calendrier pour de nouvelles élections.

La Constitution adoptée en janvier 2014 illustre l'incessant combat que les organisations de la société civile tunisienne a mené pour que ce texte protège les droits humains et les libertés fondamentales, et en particulier les droits et libertés acquis par les femmes.

Cette constitution reconnaît et garantit les libertés d'opinion et d'expression, d'association et de réunion pacifique, ainsi que le droit d'accès à l'information. Elle prévoit la création d'une Instance nationale des droits de l'Homme chargée de veiller au respect des droits et d'enquêter sur les violations commises. Elle garantit aussi la suprématie du droit international et fait référence aux conventions et normes internationales.

1. Restrictions imposées au droit de réunion

Réunions publiques

Il convient de signaler qu'en pratique, les dispositions restrictives de la Loi de 1969 toujours en vigueur, ne sont en général pas appliquées. Les organisations de la société civile peuvent tenir des réunions publiques librement et ne sont pas sujettes à des restrictions abusives.

En général, les organisateurs se conforment à la procédure légale de déclaration préalable par souci de protection (contre des interventions violentes de groupes hostiles à leurs activités) plutôt que par crainte de sanctions administratives.

Manifestations

Même si les interdictions formelles ont été peu fréquentes, le gouvernement formé après les élections du 23 octobre 2011 a essayé, à plusieurs reprises, de limiter l'exercice du droit de manifestation. Le 9 avril 2012 le gouvernement a interdit une manifestation de commémoration sur l'avenue Bourguiba à Tunis, et l'a violemment dispersée (avec le concours de milices civiles) lorsqu'elle a eu lieu en dépit de l'interdiction. Le recours contre l'interdiction, présenté par les organisateurs auprès du tribunal administratif, leur a donné raison, mais après que les événements aient eu lieu, en raison de la lenteur de la procédure.

1 Les dispositions transitoires de la Constitution garantissent que seule l'assemblée issue des élections aura la capacité de proposer les lois organiques correspondantes à l'exception de loi électorale et l'institution de commissions au pouvoir limité, au système de la justice transitionnelle ou aux instances émanant de toutes les lois adoptées par l'Assemblée nationale constituante. MARSAD, Dispositions transitoires, Article 148, <http://www.marsad.tn/fr/constitution/5/article/148>



Le cas des réfugiés

En l'absence d'un cadre législatif relatif au droit d'asile, les réfugiés se trouvent dans une situation de vide juridique et donc de vulnérabilité quant à l'exercice de leur droits et libertés. Début février 2014, une vingtaine de réfugiés venant du territoire libyen, placés dans le camp de Choucha depuis 2011, (un camp officiellement fermé depuis juillet 2013) ont organisé un sit-in durant une semaine devant la délégation de l'Union Européenne à Tunis pour demander une solution à leur situation. Les manifestants ont été finalement arrêtés et emmenés au centre de rétention de Wardiya, réservé aux étrangers en situation irrégulière.

2. Facilitation du droit de réunion par les autorités

Le manque de protection des manifestants dont les services de sécurité sont responsables a marqué la plupart des manifestations qui ont eu lieu en Tunisie pendant et après la révolution, jusqu'à la mi-2013. Les forces de police se sont d'abord rendues coupable de répression directe, pendant la révolution, qui a causé au moins 240 morts. Puis elles ont failli à leur devoir de protection des manifestants pacifiques face aux violentes agressions des groupes salafistes, des Ligues de protection de la révolution (LPR)², ou des milices de certains partis politiques³. Cette violence a en particulier entraîné la mort de Lotfi Nagedh, coordinateur régional du parti Nida Tounes à Tataouine (Sud-est) le 18 octobre 2012, lynché lors de heurts entre ses partisans et des sympathisants du parti islamiste Ennahda au pouvoir.

A plusieurs reprises, lorsque deux manifestations opposées ont coïncidé, les forces de l'ordre ne sont pas intervenues pour protéger les manifestants pacifiques et éviter la confrontation entre opposants.

Ce fut le cas à Tunis, le 4 décembre 2012 lors de la commémoration annuelle de l'assassinat du syndicaliste Farhat Hached organisée par l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), qui a été attaquée par des partisans du gouvernement. En l'absence totale des forces de l'ordre, ces violences ont fait une vingtaine de blessés⁴.

Depuis la fin 2013, les LPR se sont retirées du devant de la scène même si elles n'ont pas été totalement neutralisées. En mars 2014, le dirigeant de la milice au Kram, Imed Dghij, a été arrêté après avoir incité à la violence contre le syndicat des forces de l'ordre⁵.

Après juillet 2013, la mobilisation sociale a faibli même si les défis politiques et socio-économiques perdurent, et un recul de la violence politique a été constaté. Les forces de l'ordre ont progressivement repris en main la sécurité, ce qui constitue un progrès conséquent pour le plein exercice des droits civils.

L'accès des médias et la protection des journalistes lors des manifestations

Entre octobre 2012 et octobre 2013, le Centre Tunisien pour la Liberté de la Presse⁶ a comptabilisé plus de 250 atteintes contre les journalistes: censure, agressions verbales et physiques, prison et tentatives de

2 Groupes autoproclamés usant des méthodes violentes contre les opposants politiques, syndicalistes, artistes, activistes des ONG etc., et jouissant d'impunité jusqu'à présent.

3 REMDH, *Étude régionale, Le droit à la liberté de réunion dans la région Euro-Méditerranéenne*, 2013, http://www.euromedrights.org/fra/wp-content/uploads/2013/11/FOA2013_FR_FULL-REPORT_WEB_25NOV2013.pdf

4 Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT), 13 décembre 2012, *Tunisie : la paix sociale menacée*, <http://www.omct.org/fr/urgent-campaigns/urgent-interventions/tunisia/2012/12/d22089/>.

5 Al Huffington Post Maghreb, 10 mars 2014, http://www.huffpostmaghreb.com/2014/03/10/tunisie-ligue-protection-revolution_n_4935225.html.

6 Le Centre de Tunis pour la liberté de la presse a mis en place un observatoire publiant des rapports mensuels sur les agressions subies par les journalistes : www.ctlj.org

kidnapping. Durant cette période, les premiers responsables de ces atteintes ont été les services d'ordre de certaines organisations sociales ou politiques, ainsi que les LPR, mais peu ont été poursuivis en justice. Les LPR ont, de plus, diffusé un discours de haine contre les journalistes qui a fortement dégradé l'image de la presse dans l'opinion publique⁷. Des journalistes femmes ont également dénoncé avoir subi des agressions et actes de harcèlement⁸.

Au nom de la lutte contre le terrorisme, les forces de sécurité ont interdit la couverture médiatique de manifestations non autorisées. Le 28 janvier 2014, des journalistes ont été agressés physiquement et verbalement par les forces de sécurité qui ont tenté de confisquer leurs caméras et appareils photos alors qu'ils couvraient un sit-in des membres des LPR à la Casbah⁹. Les agents ont justifié leur intervention sur la base du décret-loi n° 50/1978 du 26 janvier 1978, relatif à l'organisation de l'état d'urgence, considérant que les journalistes couvraient un mouvement « illégal pouvant porter atteinte à l'ordre public ».

Il existe donc une pratique trop systématique de restriction de l'accès des journalistes aux rassemblements, voire d'agression directe, en fonction du contenu du message ou de l'identité des organisateurs de ces événements, qui ne saurait être justifiée dans une société démocratique soucieuse du pluralisme et de la liberté d'expression et d'information.

Participation des femmes

Depuis le début de la révolution, les femmes ont participé massivement aux manifestations et dans la mobilisation au cours des trois dernières années¹⁰. Elles n'ont pas fait l'objet de violences systématiques de la part des forces de l'ordre, bien que des actes isolés se soient produits. En revanche, elles ont été particulièrement ciblées par les milices et LPR, et ont fait en particulier l'objet de campagnes de diffamation et de harcèlement sur les réseaux sociaux¹¹. Des militantes politiques et des activistes de la société civile ont subi des violences physiques de la part de groupes islamistes lors de manifestations.

L'organisation de réunions publiques et de manifestations a été une stratégie très utilisée par les organisations féministes pour défendre les droits acquis face aux forces politiques conservatrices, et obtenir des avancées notables comme la levée par l'Etat Tunisien de toutes les réserves à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) finalement effective en 2014, et la constitutionnalisation des droits des femmes.

3. Recours à la force et à la détention

Le recours à la force dans les manifestations a été, dans beaucoup de cas, lié au contexte de tension politique et de polarisation qui a marqué les années 2012 et 2013, durant lesquelles certaines manifestations pacifiques ont été réprimées par la force et les autorités ont déclaré l'état d'urgence dans certaines régions. Dans les régions négligées par le régime de Ben Ali et à l'origine du soulèvement de 2011, telles que Sidi Bouzid, Kasserine, Gafsa, Jendouba et le Kef, les frustrations politiques et sociales perdurent et provoquent des mouvements de contestation fréquemment réprimés.

Durant l'année 2012, de nombreuses manifestations dans différentes villes du pays ont fait l'objet d'un recours excessif à la force (Al-Omrane, Hammam al-Anf, Sidi Bouzid, Djerba).

7 Une vidéo du Centre de Tunis pour la liberté de la presse montre que les LPR ont même composé des chansons contre les médias appelés « médias de la honte » ; entretien avec Ahlem Bousserwell, journaliste, Centre de Tunis pour la liberté de la Presse, 14 mars 2014.

8 Rapport du Centre de Tunis pour la liberté de la Presse, avril 2013.

9 Rapport du Centre de Tunis pour la liberté de la Presse, février 2014.

10 Entretien avec Dalila M'Sadek, Doustourna, 3 mars 2014.

11 Entretien avec Saida Rached, Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), 20 mars 2014.

L'un des épisodes de répression les plus violents a eu lieu en novembre 2012 à Siliana, lors de manifestations soutenues par l'UGTT et réunissant des milliers de personnes appelant au départ du gouverneur de la province et à la libération de 13 personnes détenues sans jugement depuis plus d'un an. Les policiers anti-émeute des Brigades de l'Ordre Public ont utilisé des matraques, des gaz lacrymogènes et des tirs de « grenaille » (chevrotine de petit calibre) pour disperser les manifestants. L'hôpital de Siliana a enregistré 210 blessés par des tirs de grenaille dont 20 présentant des lésions oculaires¹². Plusieurs journalistes avaient aussi été blessés, tandis que d'autres ont été empêchés de filmer¹³.

Le 10 janvier 2013, les forces de sécurité ont tiré des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc sur la jeunesse de Ben Guerdane qui manifestait pacifiquement pour dénoncer la dégradation de la situation économique¹⁴. Le 19 mai 2013, les forces de sécurité ont tiré à balles réelles et à la chevrotine contre des groupes salafistes lors d'émeutes dans les quartiers d'Intilaka et de la cité Ettadhamoun à Tunis, tuant une personne et en blessant quatre autres. À l'automne 2013, des manifestations spontanées dans tout le pays ont aussi donné lieu dans certains cas à une répression violente et des attaques ciblant les femmes ont été signalées¹⁵.

Les protestations sociales dans le centre et le sud du pays début 2014 (Kasserine, Thala, Ben Guerdane et Tataouine), qui ont parfois dégénéré en émeutes, montrent que les griefs sont encore légion et que les mauvaises pratiques des forces de sécurité dans le maintien de l'ordre n'ont pas fondamentalement évolué¹⁶.

En général, l'intervention des forces de sécurité dans les rassemblements n'a pas donné lieu à des arrestations. La plupart des manifestants qui ont été arrêtés ont été libérés presque immédiatement.

L'exemple du sit-in du Bardo, juillet 2013

L'assassinat, le 25 juillet 2013, du leader politique Mohamed Brahmi a provoqué des manifestations de protestation dans tout le pays, ainsi qu'une grave crise politique. Le 26 juillet, 42 membres de l'assemblée constituante ont suspendu leur participation, exigé sa dissolution et entamé un sit-in devant son siège, place du Bardo. Les manifestations de soutien qui s'en sont suivies, en particulier le 27 juillet après les obsèques de Mohamed Brahmi, ont été violemment réprimées par les forces de police déployées entre les manifestants et des groupes pro-gouvernementaux. Malgré le caractère pacifique des rassemblements, la police a fait usage de gaz lacrymogènes contre les deux groupes, et fait de nombreux blessés dont le député Noomane Fehri.

Par ailleurs, les participants au sit-in du Bardo ont été à plusieurs reprises agressés par les LPR, tandis que les forces de l'ordre hésitaient entre protection et répression. Des journalistes ont été attaqués et leur matériel confisqué. Un manifestant, Mohamed Bel Mufti, a été tué à Gafsa le 27 juillet par une bombe lacrymogène lancée par la police contre un rassemblement pacifique dénonçant l'assassinat de Brahmi.

12 La Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme a constaté des cas de blessures par balles à la tête, dans le dos et au visage, ainsi que des lésions oculaires susceptibles dans certains cas d'entraîner la cécité. Le rapport du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme : <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12848&LangID=E> fait écho aux informations obtenues par Amnesty International, selon lesquelles de nombreuses blessures à Siliana auraient été causées par des plombs de fusils, couramment appelés chevrotine.

13 Amnesty International, 30 novembre 2012, <http://www.amnesty.org/es/library/asset/MDE30/012/2012/es/0fb86350-c779-45ea-a9c2-2ceb489dfa0bmde300122012en.html>. David Thomson, journaliste de France 24, couvrait les événements de Siliana lorsqu'on lui a tiré dessus, ainsi que sur son collègue Hamdi Tlili.

14 Arab Network for Human Rights Information (ANHRI), 12 janvier 2013, <http://anhri.net/?p=104335&lang=en> (en anglais).

15 Human Rights Watch, *Rapport annuel 2014*, <http://www.hrw.org/fr/world-report/2014/country-chapters/122038>

16 Voir Le Monde, 8 janvier 2014, http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2014/01/08/tunisie-heurts-entre-policiers-et-manifestants-dans-la-region-de-kasserine_4344667_1466522.html; et Nawaat, 18 mars 2014, <http://nawaat.org/portail/2014/03/18/sit-in-du-destin-a-tataouine-et-crise-de-ben-guerdane-bassin-minier-2-0/>.

Il est intéressant cependant de noter que c'est ce sit-in et le mouvement national de protestation qui ont accéléré le changement politique en Tunisie, fait régresser la violence et permis de remettre la transition sur les rails avec l'adoption de la nouvelle constitution en janvier 2014 et la planification d'élections pour octobre 2014.

La progressive reprise en main du secteur de la sécurité par l'Etat et le recul de l'emprise des partis politiques sur les forces de sécurité peut laisser présager une amélioration du comportement des forces de l'ordre lors des manifestations. Néanmoins, l'amélioration du respect des droits des citoyens passe par une profonde réforme du secteur de la sécurité et la mise en place de programmes de formation des agents.

4. Responsabilité des forces de l'ordre

L'usage démesuré de la force à l'égard des manifestants n'a jusqu'à présent donné lieu à aucune condamnation d'agents de police ou membres des milices. Des initiatives intéressantes ont vu le jour, mais sans conséquences légales pour l'instant.

Une commission d'enquête a été créée, sous la pression de la société civile, par l'Assemblée nationale constituante au sujet de la répression de la manifestation du 9 avril 2012 avenue Bourguiba à Tunis, mais elle n'a toujours pas publié de rapport sur l'enquête interne réalisée et aucun résultat n'a été révélé. Les membres qui en faisaient partie ont démissionné en avril 2013 parce qu'elle ne disposait pas de l'autorité et des compétences requises pour mener à bien cette mission¹⁷.

Une autre commission d'enquête a été créée par l'Assemblée à propos des événements de Siliana en 2012, mais n'a jusqu'à présent émis aucun rapport sur ses activités et n'a rendu public aucun résultat.

La société civile tunisienne a donc constitué une commission d'enquête indépendante, constituée de membres du syndicat des journalistes, de la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'Homme (LTDH), du Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES), d'avocats et activistes. Elle a publié un rapport¹⁸ approfondi, qui formule des recommandations aux autorités pour la prise en charge des victimes, et plus généralement sur le développement économique de la région très marginalisée de Siliana. Le rapport souligne qu'aucune suite n'a été donnée aux plaintes déposées par les victimes et familles des victimes.

En décembre 2013, l'Assemblée nationale constituante a adopté une loi sur la justice transitionnelle, prévoyant la création d'une Instance Vérité et Dignité pour enquêter sur les violations en Tunisie de juillet 1955 à l'année 2013, et la création de chambres spécialisées au sein du système judiciaire pour juger les exactions graves commises pendant cette période. La loi établit des mécanismes de réparations pour les victimes, des réformes institutionnelles, des mécanismes de contrôle des fonctionnaires et une réconciliation à l'échelle nationale¹⁹.

5. Sanctions judiciaires contre les organisateurs et les participants

Un certain nombre de manifestants ont été poursuivis en justice depuis le début de la révolution: 130 dossiers d'accusation ont été recensés dans tout le pays, surtout entre 2011 et 2012, pour

17 International Freedom of Expression Exchange (IFEX), 29 juillet 2013, https://www.ifex.org/tunisia/2013/07/29/teargas_attacks/fr/ et entretien avec Lotfi Azzouz, Amnesty International Tunisie, 19 mars 2014.

18 Entretien avec Alaa Talbi, FTDES, 4 mars 2014.

19 Human Rights Watch, 22 mai 2014, <http://www.hrw.org/fr/news/2014/05/22/tunisie-espoir-de-justice-pour-les-violations-passees>



formation d'un gang, diffamation, trouble à l'ordre public et violence contre la police²⁰. Plusieurs jeunes de Bouzayen dans le gouvernorat de Sidi Bouzid sont ainsi poursuivis pour avoir organisé et participé à un sit-in après l'assassinat de Mohamed Brahimi en juillet 2013²¹. Ces poursuites judiciaires contrastent avec le peu d'efforts qui ont été faits jusque-là pour juger les responsables de la répression du soulèvement populaire sous le régime de Ben Ali et l'impunité dont jouissent des auteurs de violences politiques perpétrées après la révolution²².

6. Initiatives de la société civile et bonnes pratiques

La société civile tunisienne a été particulièrement active depuis 2011, assumant un rôle de surveillance des gouvernements qui ont dirigé le processus de transition depuis la chute de Ben Ali, contribuant à l'encadrement des manifestations, exigeant des réformes démocratiques et dénonçant les violations. Des comités de surveillance de la répression des manifestations par les forces de police ont par exemple été créés²³, ainsi que des commissions d'enquêtes de la société civile, comme dans le cas de Siliana ou sur les violences faites aux femmes pendant la Révolution.

La mobilisation citoyenne, en particulier par le biais de l'occupation de l'espace public, a été fondamentale pour l'approfondissement du processus de transition, et la société civile a activement contribué à toutes ses étapes cruciales comme l'observation des élections, la préparation de la Constitution et la formation d'un gouvernement technique en 2013.

20 Nawaat, Liste des accusés (en arabe), <http://nawaat.org/portail/wp-content/uploads/2014/05/brule-poste-de-police-tunisie-liste-accuses-2.pdf>

21 Nawaat, 5 juin 2014, <http://nawaat.org/portail/2014/06/05/la-criminalisation-des-mouvements-sociaux-en-tunisie-est-elle-une-reponse-a-la-crise/>

22 FIDH, 23 mai 2014, <http://www.fidh.org/fr/maghreb-moyen-orient/tunisie/15377-tunisie-mettre-fin-a-l-acharnement-judiciaire-et-policier-contre-les>

23 FTDES a créé un observatoire social tunisien dont la mission est d'analyser les mouvements sociaux et a créé des comités de surveillance de la répression des manifestations.

1. Garantir que les libertés de réunion, d'expression et d'association peuvent être exercées par tout individu ou groupe sans discrimination basée sur les opinions, origines, sexe, religion etc. ;
2. Mettre la législation sur les réunions, rassemblements et manifestations en conformité avec les nouvelles dispositions de la Constitution tunisienne et le droit international ainsi que les engagements pris par la Tunisie (voir première partie de l'Etude);
3. S'assurer que la procédure de déclaration prévue par la loi est transparente, accessible et peu onéreuse, et que les autorités administratives se conforment à la loi dans sa mise en œuvre;
4. S'assurer que les restrictions appliquées le sont en conformité avec la loi, respectent les principes de nécessité et proportionnalité et sont communiquées par écrit aux organisateurs dans un délai permettant un recours devant un tribunal avant la date prévue pour l'événement ;
5. S'assurer que les autorités sont toujours ouvertes au dialogue avec les organisateurs (avant et pendant les rassemblements), et lorsque ce dialogue a lieu, que son objectif est bien d'améliorer la facilitation du droit de réunion pacifique ;
6. Mettre en œuvre la responsabilité de l'Etat de protéger les manifestants pacifiques, et en particulier garantir que les femmes peuvent effectivement jouir de leur droit de réunion sans craindre d'intimidation, harcèlement ou violences ;
7. Garantir la sécurité et faciliter l'accès des journalistes aux rassemblements pacifiques ;
8. Réformer le secteur de la sécurité en Tunisie: définir une chaîne de responsabilités claire, mettre sous contrôle les différentes forces de sécurité, et améliorer leur formation ; dissoudre les forces parallèles et milices comme les « Liges de protection de la révolution »;
9. Adopter des règles claires, détaillées et contraignantes pour l'usage de la force contre les manifestants, en conformité avec les Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois ; former les forces de l'ordre à l'utilisation de la force et des armes anti-émeutes en conséquence ;
10. S'assurer que tout usage de la force par les forces de l'ordre suit les principes du dernier recours, de la nécessité, gradualité et proportionnalité ; s'assurer que le recours à la force létale n'est utilisé qu'en dernier ressort pour se protéger contre une menace imminente mettant en danger des vies humaines ;
11. Diligenter des enquêtes promptes, indépendantes et impartiales en cas de plainte ou d'information sur de possibles dépassements ou violations des droits de l'Homme commises par les forces de l'ordre dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre ; punir les responsables et permettre aux victimes d'obtenir réparation ainsi que des garanties de non-répétition ; à cette fin, mettre en place un mécanisme indépendant de surveillance et d'enquête sur les actions des forces de sécurité.